

Etat d'urgence

La ville n'existe plus en tant qu'entité uniforme. Les zones de rencontre d'une société urbaine et démocratique s'inscrivaient naguère dans son image idéale privilégiant les constructions denses et les lieux publics. Or, les transports individuels ont empiété sur tout ce qui n'était pas témoin du passé légué par les architectes féodaux, tels les jardins royaux ou le Louvre. En Suisse – agglomération s'il en est –, les centres villes historiques sont particulièrement en danger, car le terrain est rare et la demande de surfaces peu utilisées et permettant les rencontres a augmenté. Voilà un bout de temps que les places de marché ont été transformées en centres commerciaux, que les gares sont devenues des cartes de visites sous surveillance vidéo et que les parcs communaux ont fait place à des terrains de sports bondés.

Aux yeux des responsables politiques, les places et rues sont des zones à rentabiliser. Les voilà donc transformées en terrains de jeux, organisées et commercialisées pour les nombreuses sous-cultures avides de consommation. Les politiciens se font vendeurs de produits de marque au sein d'une offre concurrentielle de destinations internationales. Davos érige des barbelés autour de son forum, la promenade du lac à Zurich est déclarée zone interdite, le trafic est dévié vers les zones habitées, les vols de nuits intensifiés et l'opéra muni de fenêtres isolantes. L'espace public est soumis à l'état d'urgence.

L'armée prévoit des interventions supplémentaires et le contrôle aérien est renforcé. Des trains spéciaux sont affrétés et des milliers de gardes supplémentaires assurent la sécurité. Quelques personnes encaissent et les autres payent. Certains y gagnent en prestige et revenu, d'autres en bruit et en stress. Parrainages et rentrées fiscales, subventions publiques et privées: nul ne fait la différence, il n'existe aucun bilan transparent des recettes et des dépenses. Parmi ces dernières, il faut compter les scénarios catastrophe nécessitant une longue planification, les dispositifs hospitaliers et d'alarme, les services de garde et autres rondes ou équipes spéciales, ainsi que les réserves de matériel et de ressources humaines. Les agences publicitaires ne lésinent pas non plus sur les moyens pour séduire ou accroître l'excitation, de la collection d'images Panini aux dessins sur les transports publics.

Et soudain tout s'arrête, mais seulement jusqu'au prochain événement footballistique. Une montagne d'ordures en cache une autre, la

Love Parade cède la place aux marathons, la foire commerciale à une cité des sciences, les manifestations sportives aux fêtes foraines, les rencontres internationales aux congrès. La «festivalisation» croissante bat son plein et les organisateurs maîtrisent la situation. Les entreprises de sécurité et les cellules de crises tirent leur revenu du prochain mandat. Elles planifient sans relâche le prochain risque: grippe aviaire, tremblement de terre, incident chimique, acte terroriste, chute de météorite, flux migratoires, blessés en masse, places sinistrées et événements majeurs. L'état d'urgence qui règne devant notre porte et dans la tête des concepteurs ne distingue pas entre domaine privé et public. Tout est risqué et nécessite contrôles et mesures de répression, concepts d'urgence et interdictions d'accès, directives et décisions sous réserve.

La «festivalisation» bat son plein et les organisateurs maîtrisent la situation

Les habitants de ce monde fragmenté à durée limitée auraient plus que jamais besoin de services publics stables, de lieux neutres et protégés propices aux rencontres et à l'élaboration de valeurs communes. Mais avec l'espace public, c'est la ville qui disparaît en tant que lieu chargé de sens et rassembleur. Même les plates-formes virtuelles ne fournissent pas de solution de rechange. Elles n'ont au mieux qu'une signification symbolique, font office de référence géographique comme les noms de marque civilisés que portent les produits touristiques ou commerciaux. La ville ainsi vendue ne permet plus une identification collective, elle agit comme une machinerie complexe comportant des sous-cultures autonomes, qui règlent leurs conflits dans des domaines parallèles incontrôlables ou, dans le meilleur des cas, vaquent à leurs occupations. Si cette description correspond bien au monde actuel, il serait ingénu de croire qu'un urbanisme plus humain permettrait de remonter le temps et de retrouver, en lieu et place de cet état d'urgence agité, une normalité durable et digne d'être vécue.

Erhard Taverna